



Press Review – September 2011

French press Part 4

- *Le Monde*, « En Inde, la pauvreté commence à moins de 0,38€ par jour », mercredi 21 septembre 2011
- *L'Express*, « Égalité, la nouvelle urgence », mercredi 21 septembre 2011
- *Le Monde*, « Les précaires, cœur de cible de la réforme des indemnités maladie », vendredi 23 septembre 2011
- *Le Monde*, « Annie Ernaux : Les classes sociales n'ont jamais disparu », samedi 24 septembre 2011
- *Le Figaro*, « La mondialisation déprime l'emploi aux Etats-Unis et en Europe, selon le Fmi », lundi 26 septembre 2011
- *Le Figaro*, « La complexité du système de retraite est source d'inégalités », lundi 26 septembre 2011

En Inde, la pauvreté commence à moins de 0,38 euro par jour

LEMONDE.FR avec AFP | 21.09.11 | 13h34



La commission économique au plan en Inde a affirmé qu'un villageois gagnant au moins 0,38 euro par jour n'était pas pauvre et ne pouvait, de facto, bénéficier d'aides sociales. Quiconque vivant avec un salaire supérieur à ce seuil peut subvenir à ses besoins en "*nourriture, éducation et santé*", a assuré l'organisme. Un chiffre contesté par les experts, et bien en deçà du seuil fixé par la Banque mondiale.

Les personnes ayant un salaire quotidien de 25 roupies (0,38 euro) à la campagne et de 32 roupies (0,48 euro) en ville ne devraient pas pouvoir bénéficier des plans d'aide gouvernementaux, a indiqué la commission au plan dans une note adressée mardi 20 septembre à la Cour suprême.

UN TIERS DE LA POPULATION BÉNÉFICIE D'AIDES ALIMENTAIRES

Cette recommandation de la commission au plan était une réponse à une requête de la Cour suprême concernant une réactualisation des chiffres du seuil de pauvreté en Inde dans un contexte d'envolée des prix fragilisant encore davantage les plus défavorisés. Les derniers chiffres du seuil de pauvreté, fondés sur des niveaux de prix datant de 2004-2005, étaient de 19 roupies par jour pour un citadin et de 15 roupies pour un villageois.

La révision proposée par la commission au plan – et approuvée par le cabinet du premier ministre, Manmohan Singh – reste néanmoins bien loin du seuil de pauvreté de 0,91 euro fixé par la Banque mondiale. Le chiffre réactualisé a été contesté par des experts qui y voient une tentative gouvernementale de réduire artificiellement le nombre de pauvres. Selon la commission au plan, environ 360 millions de personnes, soit plus d'un tiers de la population, de 1,2 milliard d'habitants, bénéficient actuellement d'aides alimentaires.

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.

Egalité La nouvelle urgence

Pierre Moscovici, élu socialiste rallié à François Hollande, analyse *La Société des égaux*, dernier ouvrage du sociologue Pierre Rosanvallon.

AU TERME D'UN QUINQUENAT marqué par la politique du tout-à-l'ego, Pierre Rosanvallon rappelle avec force que l'horizon de tout engagement à gauche est au contraire l'édification d'une société des égaux.

La Révolution française avait aboli les privilèges et mis l'égalité à l'honneur. Les XIX^e et XX^e siècles ont vu progresser les idées égalitaires, dont l'Etat providence fut la traduction. Inspiré par Bismarck, Keynes et Beveridge, il eut l'égalité pour finalité, la protection contre les aléas de la vie pour fondement, la redistribution pour moteur et l'impôt progressif pour outil.

L'égalité ainsi entendue connaît aujourd'hui une remise en cause, dont Rosanvallon recense les multiples manifestations : « séparatisme social généralisé », incivisme fiscal, explosion insensée des hautes rémunérations, concentration aberrante des patrimoines, capitalisme d'héritiers, déliquescence du lien social...

Refonder l'égalité est donc une urgence démocratique. Car l'Histoire nous enseigne que les reculs de l'égalité mènent au nationalisme, au protectionnisme et à la xénophobie. Ce qui fut vrai jadis se vérifie aujourd'hui dans une tourmente planétaire où les identités meurtrières sont réactivées. Cette entreprise de refondation est un impératif pour la gauche : identifiée aux avancées de l'égalité, elle « ne donne plus le ton de l'époque », regrette Pierre Rosanvallon. Or, comme Gramsci l'a montré, on est toujours perdant lorsque les idéaux que l'on porte sont invalidés jusque dans les esprits des contemporains.

L'un des grands mérites de Pierre Rosanvallon est, après un diag-



S. MAHE/REUTERS

PAR PIERRE MOSCOVICI, député du Doubs, membre de la direction du Parti socialiste.



F. PERRV/AF

« Nous devons être attentifs à la prévention des inégalités. »

nostic ample et précis, d'esquisser des perspectives d'action. D'abord, la nécessité de réhabiliter l'impôt et de réformer la fiscalité, pour réintroduire l'égalité et la réciprocité au cœur du pacte républicain. Ensuite, des politiques à inventer pour répondre à une triple transformation contemporaine.

La crise de l'Etat providence appelle une modernisation des mécanismes de solidarité. Nous devons bâtir une nouvelle alliance entre les classes populaires et les classes moyennes, leur rendre confiance en prouvant que demain sera meilleur qu'aujourd'hui. Mais, comme Rosanvallon, je pense qu'un « simple retour à l'âge heureux du siècle de la redistribution » ne suffit pas, et nous devons être aussi attentifs à la prévention des inégalités en amont de leur formation qu'à leur correction en aval.

Le nouveau capitalisme, qui hyperindividualise les relations de travail, nécessite par ailleurs de nouvelles régulations. Je partage la volonté d'endosser le « combat pour une démocratie intégrale » et d'aller vers une réelle

démocratie sociale, sans laquelle aucune vraie réforme n'est possible dans nos sociétés avancées. J'y ajouterais volontiers la démocratie européenne, qui doit demeurer notre horizon commun et que j'aurais aimé voir plus présente dans la problématique de Pierre Rosanvallon.

Enfin, les mutations de l'individualisme contemporain appellent un socialisme de l'émancipation : permettre à chacun de vivre sa vie, de choisir son chemin, sans pour autant être enfermé dans une identité réductrice, tel est le moyen de dépasser l'universalisme abstrait sans sombrer dans le communautarisme.

Réforme fiscale, réinvention de l'Etat providence, démocratisation, émancipation, réciprocité : autant de déclinaisons de l'égalité, autant de jalons dans une feuille de route exigeante pour la gauche. En cela, l'ouvrage de Pierre Rosanvallon, même si ce n'est pas sa finalité, est une contribution précieuse au grand débat qui nous attend, en 2012, pour changer l'avenir de notre pays. ●



La Société des égaux, par Pierre Rosanvallon. Seuil, 432 p., 22,50 €.

Les précaires, cœur de cible de la réforme des indemnités maladie

LEMONDE.FR | 23.09.11 | 18h20 • Mis à jour le 23.09.11 | 19h50



Officiellement, il s'agit d'une simple harmonisation. Mais une harmonisation qui doit rapporter 220 millions d'euros au budget de la Sécu a forcément des conséquences. Dans le budget de la Sécurité sociale pour 2012, présenté jeudi 22 septembre, le gouvernement a introduit un nouveau mode de calcul des indemnités journalières pour maladie et accident du travail qui va se traduire par une perte pour un certain nombre de salariés, les plus jeunes et les plus précaires.

Alors qu'elles étaient jusqu'ici calculées sur le salaire brut (50 % du brut pour les indemnités maladie, 60 % pour les accidents du travail), elles seront calculées en 2012 sur le montant du salaire net, comme pour les indemnités maternité. Le taux passera ainsi à 60 % du net pour la maladie, 80 % pour les accidents du travail inférieurs à 29 jours. Pour les salariés qui bénéficient d'un complément de l'employeur dans le cadre de leur convention collective ou de contrats de prévoyance, ce changement devrait être indolore. Selon le gouvernement, plus des trois quarts des salariés seraient dans ce cas.

"MESURE CONCENTRÉE SUR LES SALARIÉS DES TPE"

Mais pour les autres, souvent employés des plus petites entreprises, le droit du travail ne prévoit un complément de l'employeur pour atteindre 90 % du salaire brut qu'au delà de huit jours d'arrêt maladie, et uniquement pour les salariés qui ont plus d'un an d'ancienneté. Au delà de trente jours d'arrêt-maladie, l'indemnité totale n'est plus que de 66 % du brut. *"Cette mesure sera concentrée sur les salariés des TPE"*, critique ainsi la CGT dans un communiqué.

Par ailleurs, les intermittents, les saisonniers, les intérimaires sont déjà exclus du bénéfice de cette loi. Résultat : au cabinet du ministre de la santé, on admet que ce sont les salariés les plus jeunes et les plus précaires qui verront le plus leurs indemnités baisser. Les salariés en arrêt longue maladie sans accord d'entreprise seront aussi lourdement touchés. Mais ceux avec le plus d'ancienneté et les salariés des grandes entreprises devraient voir leur employeur prendre en charge la différence.

Et la perte ne devrait pas être négligeable. *"Pour les salariés, en arrêt maladie, cela représenterait une perte d'environ 10 %"*, assure ainsi la CFTC dans [un communiqué](#). De son côté, Xavier Bertrand, le ministre du travail, a parlé d'une baisse des indemnités comprise *"entre 1 et 1,20 euro par jour d'arrêt pour un smicard"*. *"Un euro*

par jour pour des gens malades et au smic, c'est déjà beaucoup", tonne la fédération des accidentés de la vie (FNATH).

UNE "SIMPLIFICATION" ADOPTÉE PAR DÉCRET

Selon les calculs du *Monde*, un salarié au SMIC en arrêt maladie, sans ancienneté et sans convention collective meilleure que la loi ni contrat prévoyance, touchera ainsi uniquement 643,8 euros par mois contre 682,50 actuellement. Selon le ministère, la baisse devrait être de 75 euros par mois pour un cadre qui atteindrait le plafond de la sécurité sociale, fixé à 2 946 euros bruts mensuel.

Cette mesure est officiellement justifiée comme source de simplification pour les employeurs qui n'auront plus qu'à transmettre le salaire net aux régimes de sécurité sociale, alors qu'ils doivent actuellement également transmettre le brut. Une simplification qui devrait entrer en vigueur au 1^{er} janvier et sur laquelle les parlementaires n'auront même pas leur mot à dire : elle sera mise en œuvre par décret, annonce le ministère de la santé.

Jean-Baptiste Chastand

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.

Annie Ernaux : « Les classes sociales n'ont jamais disparu »

ENTRETIEN | Dans les rayons « discount » des supermarchés, sur les quais bondés du RER, l'écrivaine porte sur la société son regard de « fille d'épicière ». Elle attend « un profond changement »

L'auteur des *Années* (Gallimard, 2008) a fait de l'observation de la réalité un enjeu majeur. Pour évoquer la montée des inégalités sociales et du sentiment d'injustice, questions cruciales dans son œuvre, nous l'avons rencontrée chez elle, à Cergy, dans le nord-ouest de Paris.

A l'âge de 22 ans, vous avez écrit dans votre journal : « J'écrirai pour venger ma race. » Votre écriture a-t-elle pris racine dans un point de vue de classe ?

Ce désir fait partie des choses qui m'ont fait écrire. « Venger ma race », c'était alors pour moi plus fort, plus profond sans doute que « venger ma classe ». C'était la certitude d'une séparation radicale entre « eux », les nantis économiquement et/ou intellectuellement, et « nous », ma famille, le monde où j'avais grandi ; entre moi et « elles », les étudiantes bourgeoises de la fac de lettres. Je voulais réparer l'injustice subie par la lignée dont je suis issue, paysans sans terre, ouvriers et très petits commerçants comme mes parents qui, aujourd'hui, seraient à peine de la classe moyenne. La vision de l'injustice réanime tout le temps en moi quelque chose de violent.

La question de la langue comme marqueur social traverse votre œuvre.

La façon de s'exprimer situe chacun avec précision dans le monde social. Le langage véhicule la vision du réel, il fait exister les choses et là, on est en plein dans l'usage politique des mots. Dans *Les Années*, j'ai reconstitué les décennies avec les slogans publicitaires et les termes des médias qui rendaient compte de la réalité du moment, qui l'imposaient. La modification de ce langage est claire en 1968 mais aussi, sournoisement, dans les années 1980. Eradication du mot « classe », royauté de l'« entreprise » – qu'on n'entend plus du tout dans son sens glorieux de remède à tout – de « libéral », etc. Aujourd'hui, on ne nous parle que de « marchés » et d'investisseurs qu'il faut « rassurer ». L'utilisation politique qui est faite de la langue apparaît de plus en plus divorcée de la réalité vécue. La réalité, c'est l'attente d'une place en crèche, les factures d'électricité qui arrivent le samedi et pourrissent le week-end. Il arrive que le politiquement correct, l'euphémisation du langage vole en éclats, comme dans l'affaire DSK : là, d'un coup, la réalité des rapports de classes est réapparue et les mots « domestique », « femme de ménage » ont repris du service, naturellement, dirais-je...

Comment est-on passé d'une société où le mot « classe » et a fortiori la lutte des classes semblaient gommés à cet embrasement au Royaume-Uni, en Espagne, en Israël ?

Les classes sociales n'ont jamais disparu. Seuls les mots avaient été effacés. Si la lutte se réveille, c'est qu'il n'y a plus d'espérance d'une vie meilleure. Il y a la vie meilleure offerte à la télévision, le « consommez plus ». Mais dans mon hypermarché Auchan, à Cergy, je vois ce qui est déposé sur le tapis roulant : les produits les moins chers. Fille d'épicière, j'ai su très tôt que les inégalités se repéraient là. « Dis-moi qui tu manges et je te dirai qui tu es », l'axiome de Marx reste vrai. Il y a trois ans, dans ce magasin Auchan, est apparu un rayon « self-discount » – traduisez « produits pour pauvres » – avec des emballages tristes, comme autrefois dans les pays de l'Est. Au début, ces rayons étaient au milieu du magasin, tout le monde pouvait les traverser. Maintenant, ils sont relégués au fond, à côté des rayons pour les chats et les chiens. Il y a aussi maintenant des rayons de produits frais « à date courte », moins chers que les autres. Vous avez deux ou trois jours pour manger beurre et yaourts, bref on vous propose de les manger périmés.

Les grandes surfaces sont les alliées objectives de l'aménagement des inégalités. Si on pense aux espérances, même pas des années 1970, mais du début des années 1990, quelle désillusion ! Quand le mur de Berlin est tombé, il y a eu une espèce d'ébriété de la pensée collective, l'extension de la démocratie en Europe reléguait au second plan l'exigence de justice sociale. Et voilà qu'on en est à vendre des produits de caté-

gories différentes, suivant les pouvoirs d'achat. A donner aux gens un minimum de prestations – de plus en plus rognées, d'ailleurs – pour qu'ils ne se révoltent pas.

Seulement, à un moment, cela ne suffit plus et le sentiment de classe revient ?

Je ne suis pas sûre qu'il s'agisse d'un sentiment de classe comme il a existé jusqu'aux années 1980. C'est plutôt une prise de conscience de l'injustice sociale, accrue avec la crise financière de 2008, ces banques renflouées par les Etats alors qu'elles ne prêtent aux gens qu'avec des pincettes, cet argent qui passe au-dessus des têtes dans un ballet étourdissant ! L'indignation

« La réalité, ce sont les factures d'électricité qui arrivent le samedi et pourrissent le week-end »

se mondialise, il y a une colère rampante dans beaucoup de pays, avec des formes différentes et un climat qui m'évoque – même si les revendications, la visée ne sont pas les mêmes – les années précédant 1968.

Quelle est votre réaction face aux troubles qui naissent ici et là ?

Je m'étonne qu'ils n'aient pas eu lieu plus tôt. Comment, pourquoi des gens acceptent-ils de vivre comme ils vivent ? C'est une question que je me pose par exemple aux heures de pointe à Châtelet-Les Halles, quand des milliers de travailleurs – un mot effacé ! – déboulent en masses si serrées qu'on a l'impression que, si l'on a le malheur de tomber, une dizaine de corps vont aussitôt s'échouer sur vous, que nous n'avons qu'un désir, tous, réussir à entrer dans la rame et, victoire suprême, nous asseoir. C'est un tout petit exemple de ce consentement à l'ordre des choses, qui se fonde sur un sentiment d'impuissance, sur l'impossibilité d'imaginer une autre vie ensemble.



« L'utilisation politique qui est faite de la langue apparaît de plus en plus divorcée de la réalité vécue. » LÉA CRESPI POUR « LE MONDE »

Qu'avez-vous pensé des émeutes qui ont eu lieu au Royaume-Uni cet été ?

L'idée m'est souvent venue, devant la richesse étalée dans les vitrines du 6^e arrondissement de Paris, que la vue de ce luxe exposé, intouchable, devait susciter une haine généralisée, confuse, quand on vit avec moins de 1000 euros, que l'avenir, c'est chômage et compagnie, simplement parce qu'on est né au mauvais endroit, qu'on n'a pas réussi à l'école. Casser et s'emparer des choses qui non seulement signifient votre exclusion mais que la société valorise en les faisant miroiter, Rolex et autres, je le comprends. Il n'y avait pas chez les émeutiers de conscience politique telle qu'on l'entend, mais leurs gestes, leur violence sont une réponse de nature sociale et politique à un ordre qui ne leur offre aucun espoir d'une vie meilleure.

Le fait d'évoquer les situations réelles, de les sortir du discours officiel, peut-il faire évoluer les choses ?

Ce qui me frappe, c'est qu'il existe, peut-être plus particulièrement en France, une coupure entre les intellectuels, à quelques exceptions près, et le monde social. Les intellectuels médiatiques s'expriment sur les causes internationales – ce qui est fort bien –, défendent Polanski – pour moi indéfendable –, mais on ne les entend jamais quand il y a des conflits sociaux. Je me reproche souvent de ne pas intervenir, en envoyant un papier dans un journal par exemple, mais j'éprouve une forme de timidité, une crainte de manquer d'« expertise ». Je me sens libre et légitime d'écrire ce que j'éprouve, ce que je pense, dans mes textes, mais pas suffisamment dans un article. Et, inconsciemment, je dois faire partie des gens, nombreux, qui espèrent, attendent que quelque chose bouge vraiment.

Attendez-vous une révolution ?

Attention, une révolution qui ne coupe pas les têtes ! Mais j'attends un profond changement, oui. Chaque individu n'a qu'une vie, et le fait que cette vie-là puisse toujours être celle d'un dominé, voire d'un toujours dominé, commandé peut-on vouloir cela ? Ce qu'on a demandé récemment aux fortunés est risible, une aumône. L'ordre actuel est foncièrement injuste, qu'il s'agisse

de l'école, de la santé, du logement. Cet ordre est-il préférable à un désordre ? La question est là. Car il y aura toujours un désordre, au départ. Les choses peuvent-elles vraiment changer grâce à une élection ? L'élection présidentielle n'a que l'apparence d'un moment démocratique, c'est un grand spectacle, un moment de fièvre. Mais ça fait encore partie de l'espérance...

Une richesse plus visible ?

Oui, les privilèges des nantis, leurs réseaux et leurs connivences sont davantage dévoilés, analysés – sans parler des affaires, Bettencourt, Takeddine. La recension des possessions immobilières du couple Sinclair-Strauss-Kahn a été aussi dévastatrice pour son image que ce dont il était accusé. Cela dit, il y a toujours la même méconnaissance des milieux sociaux les uns vis-à-vis des autres. Les univers sont cloisonnés. Il y a des signes visibles cependant. Allez rive gauche, au mal nommé Bon Marché, vous ne verrez que des femmes minces. Allez ensuite dans un Carrefour en banlieue, les femmes ont pris 10 kilos.

Vous avez passé votre vie d'écrivain, jusqu'à maintenant, à inscrire dans la littérature cette dimension sociale, à montrer ses évolutions et comment tout cela relevait de la politique. Avez-vous « vengé votre race » ?

Non. La séparation de la société perdure. J'ai d'abord réalisé mon propre désir, ancien, qui était d'écrire. Mais cette volonté-là, de venger ma race, m'a fait écrire des livres qui auraient été sans doute très différents si je ne l'avais pas eue. Elle m'a menée vers des questionnements et des choix esthétiques de rupture, l'abandon de la fiction. J'aurais pu trahir ma classe d'origine en écrivant des romans flottants en l'air. J'espère seulement avoir donné, dans des domaines différents, l'histoire des femmes ou la réalité sociale, un peu plus de conscience de certaines choses. D'avoir fait de temps en temps du bien, ça, c'est important. J'ai été imprégnée d'une religion qui enjoignait de prier pour « sauver les âmes des pêcheurs ». Il me reste le désir, en écrivant, de sauver. Qui, quoi, difficile à dire. ■

Propos recueillis par
Raphaëlle Rérolle



La mondialisation déprime l'emploi aux États-Unis et en Europe, selon le FMI

Le Fonds monétaire international reconnaît que les délocalisations pénalisent durement les classes moyennes dans les pays riches.



JEAN-PIERRE ROBIN

Libres échanges

Le FMI de Christine Lagarde serait-il devenu altermondialiste ? Longtemps, le sujet est resté tabou : que la mondialisation ne fasse pas que des heureux, qu'elle tende à aggraver les inégalités dans les pays riches, chacun le pressentait. Mais c'était un moindre mal. Les inconvenients pesaient peu dans la balance, comparés aux promesses de la Chine, de l'Inde ou du Brésil et les centaines de millions de gens sortis de la pauvreté, grâce au libre-échange. La « globalisation », comme disent les Anglo-Américains, constituait une apothéose pour le FMI. Sa mission originelle, et toujours d'actualité, est d'éradiquer le protectionnisme et le spectre de la dépression des années 1930. Vu de Sirius, tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Ce satisfecit n'est plus de mise. Le FMI reconnaît que depuis « la grande récession » de 2008-2009, plus de 200 millions de gens sont au chômage dans le monde. Un record. Et les trois quarts des 30 millions de chômeurs supplémentaires sont apparus dans les pays « avancés ». Or, le phénomène s'annonce durable.

Le World Economic Outlook, dont les prévisions 2011-2012 ont été publiées la semaine dernière, consacre un chapitre spécial aux « marchés du travail dans les économies avancées » et à leurs mutations structurelles. Cela revient à dresser le bilan de deux décennies d'une globalisation sans faille. « Les changements technologiques et le commerce sont vus comme la civilisation », prévient le Fonds. Mais cette

fois, c'est différent. Étrange concomitance, la révolution des technologies de l'information a éclaté au moment où la Chine, l'Inde et les pays de l'ex-empire soviétique ont rejoint le marché mondial, dont ils étaient auparavant écartés. Du jour au lendemain, peu après 1990, le marché mondial de l'emploi a pratiquement doublé pour atteindre 3 milliards.

Les nouvelles technologies de communication, dont les transports par conteneurs, ont contribué à internationaliser les chaînes de production. L'un des symboles les plus éloquentes est fourni par Apple : ses

produits sont conçus en Californie et assemblés en Chine par Foxconn. Apple regroupe à peine une cinquantaine de milliers de salariés et Foxconn un million

mentales et la santé. En revanche, les industries dont les produits sont exportables, « tradables », selon le terme de Michael Spence, n'ont pas accru leurs emplois, sauf dans les métiers hautement qualifiés. Le grand perdant est la classe moyenne, qui était employée par l'industrie. Selon le professeur Alan Blinder, ancien numéro deux de la Fed, 25 % de tous les emplois aux États-Unis seraient « délocalisables ».

Cette reconfiguration du marché du travail n'aurait pas préjudiciable tant que les États-Unis croissent au rythme de 2,5 % l'an. Elle est devenue insupportable avec la crise, alors que la construction, les agences publiques et les entreprises de services embauchent de moins en moins, même à bas salaires. Le FMI note que tous les vieux pays industrialisés sont logés à la même enseigne. Pour sa part, Michael Spence souligne l'exception allemande, « qui a clairement su protéger l'emploi dans ses industries d'exportation quand elles étaient menacées ». Il constate, en outre, que la désindustrialisation entraîne un appauvrissement collectif. Selon ses calculs, la valeur ajoutée par employé est passée de 72 000 à 80 000 dollars entre 1990 et 2008 outre-Atlantique dans les secteurs non exportateurs, alors qu'elle a bondi de 79 000 à 120 000 dollars dans les industries travaillant pour le marché mondial.

La mondialisation n'est certes pas un jeu à somme nulle où les économies émergentes prospéreraient aux dépens des vieilles nations. Mais, au sein de chaque pays, certaines catégories sociales en bénéficient alors que d'autres en pâtissent. Le FMI y voit non seulement un facteur d'inégalité, mais aussi un frein à la croissance globale : en laissant échapper les secteurs industriels, qui présentent des potentiels de productivité bien supérieurs aux activités de service, les États-Unis et l'Europe se condamnent au déclin. Ne souhaitant pas s'engager sur un terrain hautement politique, les experts du FMI s'abritent derrière les recommandations du professeur Spence. Elles sont de deux ordres : reconquérir les emplois industriels perdus par la classe moyenne tout en pratiquant une redistribution sociale spécifique en faveur de ces victimes de la mondialisation clairement identifiées.

« L'un des symboles les plus éloquentes est fourni par Apple : ses produits sont conçus en Californie et assemblés en Chine par Foxconn. Apple regroupe à peine une cinquantaine de milliers de salariés et Foxconn un million »

produits sont conçus en Californie et assemblés en Chine par Foxconn. Apple regroupe à peine une cinquantaine de milliers de salariés, chercheurs et cadres, tout en étant la deuxième plus grosse capitalisation boursière mondiale, après Exxon. Moins glamour, Foxconn fait travailler un million de gens.

Ce sont les États-Unis dans leur ensemble qui fonctionnent sur ce modèle, se spécialisant dans les fonctions hautement rémunérées et délocalisant les emplois de production industrielle. Cette division internationale du travail a donné entière satisfaction dans un premier temps. « Jusqu'à il y a une décennie, les effets de la mondialisation sur la distribution de richesse et des emplois ont été inoffensifs », selon le professeur Michael Spence, dont le FMI cite abondamment les travaux. Ce Prix Nobel d'économie note que, de 1990 à 2008, les États-Unis sont parvenus à créer 27 millions d'emplois, maintenant le chômage très bas. Mais 98 % de ces postes ont été offerts par les secteurs travaillant exclusivement pour le marché intérieur américain, dont 10 millions par des agences gouver-

Depuis « la grande récession » de 2008-2009, plus de 200 millions de gens sont au chômage dans le monde.

QUETTY IMAGES/AFP



La complexité du système de retraite est source d'inégalités

Le Conseil d'orientation des retraites examine le cas des personnes ayant cotisé à différentes caisses.

OLIVIER AUGUSTE

SOCIAL Pour ceux qui en doutaient encore, le Conseil d'orientation des retraites (COR) apporte une nouvelle illustration de la complexité du système français de retraites. L'instance de réflexion publiera mercredi un rapport sur les polypensionnés. Ce jargon désigne les personnes qui touchent une pension de plusieurs caisses car, au cours de leur carrière, elles sont passées du public au privé, ont été salariées avant de

s'installer à leur compte, ont été titularisées après avoir été contractuelles dans la fonction publique, ou encore sont passées d'une entreprise relevant du régime agricole (Crédit agricole) à une autre relevant du régime général (Société générale)... Les cas de figure sont inépuisables et représentent pas moins de 30 % des femmes et 40 % des hommes partis en retraite ces dernières années.

La version provisoire du rapport, que *Le Figaro* s'est procurée, rappelle que cette situation « n'est pas neutre sur le niveau total de retraite ». À

rémunération et durée de carrière identiques, le simple fait de passer d'une caisse à l'autre peut augmenter... ou diminuer le montant de pension touché. Et ce, même quand les différentes caisses ont des règles de calcul similaires. Ce qui « renvoie à des préoccupations d'égalité de traitement », observe le Conseil.

« Réflexion nationale »

Le plus souvent, être polypensionné représente un léger avantage. Passer d'une caisse à l'autre peut par exemple permettre de valider plus de qua-

tre trimestres de retraite au cours d'une année. Ainsi, 19 % des salariés ayant effectué des allers-retours entre la Cnav (salariés du privé), la MSA (salariés agricoles) et le RSI (indépendants) ont gagné quatre trimestres au cours de leur carrière, et 8 % en ont même gagné au moins dix ! En revanche, le calcul de la pension sur les 25 meilleures années de salaire est pénalisant pour les polypensionnés. D'autres subtilités jouent positivement ou négativement.

Cette analyse sera transmise par le COR au gouvernement qui, lors de la

réforme des retraites de 2010, s'était engagé à présenter au Parlement un rapport sur les polypensionnés avant le 1^{er} octobre. Objectif : préparer le débat, programmé pour 2013, sur une remise à plat totale du système. Cette « réflexion nationale (...) pourra s'appuyer sur ces éléments de constat », conclut le COR. Les syndicats FO, la CGT ou la CFE-CGC, opposés à toute « réforme systémique », rappelleront leurs réticences. La CFDT, qui prône un régime unique de retraite, tirera au contraire des arguments de ce document. ■

« Passer d'une caisse à l'autre peut permettre de valider plus de quatre trimestres de retraite au cours d'une année »